



Séance du 9 février 2024 à 15h
à l'Académie des sciences d'outre-mer, 15 rue La Pérouse 75116 Paris
accessible en présentiel et en visioconférence
présidée par **Louis Dominici**
coordonnée par **Daniel Jouanneau et Alain Lamballe**

Le Bangladesh

PROGRAMME

Introduction

Louis Dominici, Président – ASOM

Lecture des procès-verbaux des séances du 26 janvier et du 8 février 2024

Dominique Barjot, Secrétaire perpétuel – ASOM

Éloge funèbre de Pierre Saliou

Dominique Barjot, Secrétaire perpétuel – ASOM

Présentation de la séance

Daniel Jouanneau, Président de la 2ème section – ASOM

Communications

« *Le Bangladesh face aux périls de l'eau* »

Alain Lamballe, 2ème section – ASOM

« *Enjeux de la recherche archéologique au Bangladesh* »

Vincent Lefèvre, Directeur de la conservation et des collections du musée Guimet

« *État, religion et société au Bangladesh* »

Charza Shahabuddin, doctorante associée au Centre d'études sud-asiatiques et himalayennes (CESAH) de l'EHESS

« *La géopolitique du Bangladesh* »

Jean-Luc Racine, Directeur de recherche émérite au CNRS (CESAH-EHESS) et chercheur senior à Asia Centre

Échanges avec la salle



Présentation des intervenants et résumés des communications

« Le Bangladesh face aux périls de l'eau »

Alain Lamballe, 2ème section – ASOM

Pays plat, à l'exception d'une petite région de collines au nord-est, d'une altitude moyenne inférieure à 12 mètres, le Bangladesh couvre les deux tiers du plus grand delta du monde formé par le Gange et le Brahmapoutre et dans une moindre mesure par la Meghna. Très vulnérable, il doit faire face aux périls de l'eau, pénurie en saison sèche et inondation à la saison des pluies. Il dépend de l'Inde, pays amont dont proviennent le Gange et le Brahmapoutre, et indirectement du Népal, du Bhoutan dont sont originaires des affluents de ces deux fleuves, et même de la Chine. L'accord conclu entre le Bangladesh et l'Inde en 1996 pour le partage des eaux du Gange arrive à expiration en 2026. Le Bangladesh estime qu'il lui est défavorable. Il ne pourra peut-être pas convaincre l'Inde de le reconduire en lui accordant davantage de droits. À l'exception d'un accord très limité concernant le petit fleuve Feni, l'accord de 1996 est le seul signé par les deux pays qui partagent 54 cours d'eau. L'exploitation du bassin du Brahmapoutre par la Chine, mais aussi par l'Inde, préoccupe le Bangladesh qui craint une diminution du débit du fleuve sur son territoire.

Le Bangladesh doit faire face à un autre péril, en provenance de l'océan Indien dont les eaux montent, provoquant une salinité grandissante des sols et risquant à plus ou moins long terme de submerger la zone deltaïque des Sunderbans et même d'autres zones au-delà, plus au nord. Ainsi des migrations écologiques pourraient s'ajouter aux migrations politiques et économiques de Bangladais fuyant leur pays vers l'Inde voisine et d'autres pays.

Pour réduire les risques des eaux fluviales et profiter au maximum des potentialités offertes par les bassins du Gange et du Brahmapoutre, une coopération régionale entre le Bangladesh, l'Inde, le Népal et le Bhoutan s'impose. Le Bangladesh y est favorable, l'Inde se montre quelque peu réticente. Par ailleurs, il recherche l'expertise de pays confrontés comme lui à la montée des eaux marines, notamment les Pays-Bas.

« Enjeux de la recherche archéologique au Bangladesh »

Vincent Lefèvre, Directeur de la conservation et des collections du musée Guimet

Conservateur général du patrimoine, Directeur de la conservation et des collections du musée national des Arts asiatiques-Guimet.

Archiviste-paléographe et diplômé de l'École nationale du patrimoine, il a obtenu son doctorat (2004) puis son habilitation à diriger les recherches (2007) en langues, civilisations et sociétés orientales à l'Université de la Sorbonne Nouvelle-Paris 3.

Il a été conservateur au musée Cernuschi, musée des arts de l'Asie de la Ville de Paris (2000-2002), puis conservateur en charge des collections de textiles au musée national des Arts asiatiques-Guimet (2002-2008), avant de rejoindre l'Agence France-Museums comme conservateur en charge des arts asiatiques dans le cadre du projet du



Louvre Abu Dhabi (2008-2013). Il a ensuite été sous-directeur des collections au service des Musées de France de la direction générale des patrimoines du ministère de la Culture (2013-2019).

Spécialiste des arts et de l'archéologie du monde indien et indianisé, il a publié de nombreux ouvrages et articles sur les relations entre artistes et commanditaires en Inde du Sud, les traités sanskrits de rituel et d'architecture, et la question du portrait en Inde et en Asie du Sud-Est. Depuis une quinzaine d'années, une bonne partie de ses recherches se concentrent sur le Bengale ancien et, depuis 2013, il est le chef de la mission française de coopération archéologique au Bangladesh, qui mène les fouilles du site urbain de Mahasthangarh.

D'un point de vue archéologique, la frontière de 1947 n'a évidemment aucun sens et, de ce point de vue, le Bangladesh partage un patrimoine commun avec son voisin indien. La question de l'identité patrimoniale est donc éminemment complexe, entre mise en valeur de sites archéologiques, sources potentielles d'attractivité touristique, et relations compliquées entre un pays très majoritairement musulman et son passé hindou et bouddhique. La mission française de coopération archéologique au Bangladesh, qui explore depuis trente ans le site urbain de Mahasthangarh, se trouve au cœur de ces enjeux, qui recouvrent également des nécessités de formation et de transfert de compétences.

« État, religion et société au Bangladesh »

Charza Shahabuddin, doctorante associée au Centre d'études sud-asiatiques et himalayennes (CESAH) de l'EHESS

Doctorante au Centre d'études sud-asiatiques et himalayennes (CESAH) de l'EHESS, mention Études politiques. Diplômée d'un master de sécurité internationale à la Paris School of International Affairs, elle y a d'abord enseigné le cours d'Espace mondial avant de créer et dispenser le cours de « Religion, Politics and Violence ».

Elle enseigne également au sein du département de bengali à l'Institut national des Langues et Civilisations Orientales (INALCO). Ses recherches portent sur l'État, l'autorité, les groupes islamistes et la fabrique de l'islam au Bangladesh. Elle travaille plus spécifiquement sur la production de normes islamiques au Bangladesh.

Le Bangladesh est le quatrième pays le plus peuplé de musulmans au monde, pourtant cet islam est qualifié de périphérique. Cette méconnaissance est liée à la singularité de la trajectoire politique du Bangladesh en Asie du Sud. Cette jeune nation est la seule dans la région à avoir obtenu son indépendance politique en sortant victorieuse d'une sanglante guerre contre le Pakistan, un État postcolonial à majorité musulmane. Elle possède également la spécificité d'être une République séculariste avec l'islam comme religion d'État. Cette contradiction apparente résume les enjeux politiques et sociaux du Bangladesh : l'imbrication entre religion et politique. L'islam au Bangladesh est héritier de multiples traditions. Cela explique la compétition qui existe entre les différents entrepreneurs islamistes et politiques et les pratiques des fidèles musulmans dans la production de normes islamiques. Enfin, dans un contexte de rétrécissement des libertés politiques, la Première ministre Sheikh Hasina a remporté en 2024 un cinquième mandat au terme d'un scrutin boycotté par l'opposition.



« La géopolitique du Bangladesh »

Jean-Luc Racine, Directeur de recherche émérite au CNRS (CESAH-EHESS) et chercheur senior à Asia Centre

Directeur de recherche émérite au CNRS, au Centre d'études sud-asiatiques et himalayennes (CESAH) de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, et chercheur senior au think tank Asia Centre, à Paris.

Ses recherches portent sur trois thèmes principaux : i)-les dynamiques internes de transformation de l'Inde contemporaine ; ii)-les modes d'insertion de l'Inde émergente en Asie et dans le nouvel ordre mondial ; iii)-la géopolitique de l'Asie du sud, en particulier les relations indo-pakistanaïses, la politique régionale du Pakistan, l'évolution de l'Afghanistan et la politique chinoise dans la région.

Il a publié ou dirigé une douzaine d'ouvrages sur l'Asie du Sud. Il est membre du comité de rédaction de Politique étrangère et du conseil scientifique de Questions internationales, et membre du comité de rédaction d'Asia Trends.

167 millions d'habitants, et un PNB supérieur à celui du Pakistan, le Bangladesh, avec une relative discrétion, définit sa politique étrangère en cherchant une posture d'équilibre entre la Chine, qui le cultive et l'intègre aux routes de la soie, et l'Inde, qui l'aïda à conquérir l'indépendance et qui s'appuie sur le régime de Sheikh Hasina. Le même principe, au-delà des discours, vaut pour les relations avec les États-Unis, partenaire commercial majeur, et la Russie et son nucléaire civil. La question birmane et l'exode des Rohingyas, comme la faiblesse des organisations régionales (SAARC au point mort, BIMSTEC) témoignent des incertitudes qui définissent, elles aussi, une géopolitique du Bangladesh qui entend préserver, à la mesure de ses moyens, un maximum d'autonomie stratégique.